



Déclaration préalable au CTSD du 13 avril

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Il s'agit de la 3ème rentrée préparée par la majorité présidentielle. Alors que le candidat Hollande annonçait "le changement", la priorité à l'Ecole et notamment "au Primaire", les changements attendus se font toujours attendre. Le seul changement concret est la réforme des rythmes scolaires qui accroît le plus souvent les inégalités sociales, toujours les inégalités territoriales. Cette réforme n'apporte aucune garantie en terme de réussite scolaire et de remise en cause des déterminismes sociaux qui gangrènent notre système scolaire, le plus inégalitaire des systèmes des pays de l'OCDE. Le Ministère de l'Éducation Nationale repousse toujours l'évaluation de ce choix comme s'il en connaissait déjà les résultats. Par ailleurs, faute de financement par l'État d'une réforme imposée par l'État, elle se met en place le plus souvent en dégradant le temps scolaire (réduction du temps d'ATSEM, baisse des crédits pédagogiques...). Voilà ce que les Creusois perçoivent de "La Refondation de l'Ecole".

Car pour le reste, il faudra encore attendre :

- les difficultés de remplacement, le minimum dû aux élèves, persistent : l'Education Nationale est incapable de garantir tous les jours la présence d'un enseignant dans chaque classe du département.
- les RASED ne sont plus suffisamment nombreux et n'ont pas les moyens (frais de déplacement) de couvrir les besoins ; il en est de même de nombreux dispositifs itinérants, pourtant déterminants pour garantir la réussite de tous les élèves (EFIV, UP2A...).
- les EMALA, transcription du plus de maîtres que de classes adaptée à la ruralité de notre département ont été détruits, là encore au profit du périscolaire avec le dispositif DAPEP. Nous attendons d'ailleurs encore un bilan du dispositif DAPER qui ne semble pas être en capacité d'assurer l'ouverture culturelle pour tous les élèves creusois.
- la formation, initiale comme continue, quand elle est mise en œuvre, reste à la portion congrue (stages reportés faute de remplaçant par exemple).
- la scolarisation des élèves de moins de 3 ans est en baisse dans le département...

Bref, la refondation de l'Ecole, celle qui garantit la réussite de tous les élèves en donnant plus à ceux qui ont le plus besoin (en opposition à celle de l'égalité des chances, qui autorise tous les élèves à prendre le départ d'une course à la réussite où les obstacles sociaux trient, sélectionnent et reproduisent) n'est pas passée dans le département.

Aujourd'hui, c'est encore une rentrée scolaire avec des suppressions de postes que vous essayez de préparer sous couvert d'une baisse démographique démentie par la lecture des documents que vous nous avez fournis. Qui pourrait croire que l'on va faire mieux avec moins, beaucoup moins... Les grands discours sur les valeurs de la République semblent bien loin quand on observe les conditions de la rentrée 2015...

La FSU a la certitude que si l'École ne peut pas tout, elle a un rôle déterminant à jouer pour lutter contre les inégalités, remettre en cause les déterminismes sociaux et assurer la réussite de tous les élèves. Mais faut-il encore qu'elle s'en donne les moyens.

Alors que vous avez pour l'heure fait le choix de préparer cette carte scolaire dans la plus grande opacité, en tenant un groupe de travail sans perspective ni ambition (contrairement à vos collègues des départements voisins qui ont présenté leurs projets de carte scolaire aux représentants des personnels ...) la FSU vous demande, tout à fait solennellement, de travailler avec elle, de la soutenir dans sa demande de moyens à la hauteur des ambitions affichées et par la suite de prendre en compte sa connaissance du terrain sur lequel les personnels et leurs représentants œuvrent chaque jour, avec acharnement, conviction et détermination, à la réussite de tous les élèves.

Cet engagement ne peut pas être laissé de côté, cette connaissance des réalités locales est une richesse : ne vous en privez pas !

Il est grand temps de donner les moyens aux personnels de construire, une société ambitieuse, juste, égalitaire et fraternelle composée d'individus libérés des déterminismes, éclairés et émancipés. Les déclarations d'intention suffisent, les personnels en sont las. Changeons de cap ! Partageons ensemble cet objectif et donnons-nous ensemble les moyens de le réussir.

C'est le sens de l'avis que les représentants de la FSU vont présenter en ouverture de ce CTSD pour lequel ils demanderont un vote.

Comité technique spécial départemental du 13 avril 2015

Avis déposé par les représentants de la FSU

Le département de la Creuse a une spécificité rurale très prégnante avec un maillage scolaire fragile. La confiance des familles en l'École et l'engagement des collectivités territoriales ne sont envisageables que si les moyens de l'Education Nationale sont engagés pour plusieurs années. En cela le département de la Creuse ne peut se satisfaire d'une carte scolaire annuelle.

Par ailleurs, répondre aux engagements ministériels de création de nouveaux dispositifs sans déprécier les conditions d'accueil des élèves et les conditions de travail des enseignants ne peut se faire avec 9 suppressions de postes pour 18 élèves de moins annoncés par les services de la DSDEN.

Les représentants de la FSU demandent, a minima, pour la rentrée 2015 une carte scolaire à zéro, sans contrepartie exigée, et sans impacter les dotations des autres départements de l'Académie.